

Interhawme, ce qui veut dire « tous unis », en 91 et recrute surtout parmi les jeunes proches de l'ancien parti unique. Ils se distinguent par leur opposition viscérale au FPR. Les accords de paix d'Arusha qui instaurait un partage du pouvoir avec les rebelles sont qualifiés de foutaises par un de ses conseillers. Suite à l'agression du FPR, nous avons pris les armes pour organiser la défense civile. Il s'agit de traquer tous les partisans du FPR infiltrés. « Mais ces femmes et ces enfants massacrés à la machette ? ». « Nous ne contrôlons pas tout le monde et ceux de nos membres qui commettent des vols ou des exactions, nous les exécutons », assure-t-il. « Ces massacres n'ont rien d'organiser », poursuit le chef des miliciens. « Il s'agit d'une réaction spontanée de la population, rendue furieuse par l'assassinat de son président. » Pour lui, il n'y a aucun doute, le FPR est derrière cet attentat. « Mais aujourd'hui, nous sommes en train de calmer les gens » ajoute Robert Kajuga. Il ne nie pas les tueries. « Il y en a aussi côté FPR », insiste-t-il, « mais que voulez-vous, nous sommes en guerre. »

**Corr. de Pierre Cayrol de Washington :**  
Diffusée le matin

P : Le FPR est également favorable à une présence de casques bleus au Rwanda limité à 2 500 casques bleus et non 5 500 comme le propose Boutros-Ghali. Lors d'une conférence de presse, le secrétaire général du FPR a par ailleurs précisé que tout soldat des pays voisins devrait être exclu de cette force. Autre restriction émise par le FPR, le Front refuse par avance d'abandonner les positions sous son contrôle. Depuis jeudi dernier, Bernard Kouchner, le président de l'association pour l'action humanitaire et ex-ministre se trouve à Kigali. En Ouganda, il a visité des camps de déplacés et des orphelinats. Il a d'ailleurs rencontré le responsable du FPR ainsi que le chef d'état major de l'armée rwandaise. Bernard Kouchner appelle la communauté internationale à assumer ses responsabilités et à s'attaquer au problème humanitaire qui se pose au Rwanda. Bernard Kouchner qui est intervenu à la radiotélévision rwandaise a par ailleurs lancé un appel en faveur des 20 000 civils captifs à Kigali.

**Invité :** José Ayala Lasso, Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, était au Rwanda cette semaine.

**Itw de José Ayala Lasso, Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme (Assane Diop) :**

« ...Il faut qu'ils puissent sortir avec garantie de sécurité mais il faut qu'ils puissent aller dans un endroit où ils soient sûrs... »

**(Q. d'A. D. : Ce serait en territoire rwandais ou dans les pays voisins ?)**

Ca dépend des personnes qui sont dans cette condition d'otages...

**(Q. d'A. D. : Est-ce que les Nations unies seraient prêtes à prendre en charge les frais de tels déplacements... ?)**

Je n'en doute pas...

**(Q. d'A. D. : Les militaires vous ont dit d'accord pour la libération des réfugiés... mais ils conditionnent ces libérations à l'accord des miliciens... ?)**

Ils n'ont pas conditionné mais ils m'ont dit que cela ne dépendait pas uniquement d'eux... J'espère que la parole donnée soit accomplie...

**(Q. d'A. D. : ... Vous avez également cherché à obtenir un cessez le feu... Est-ce que vous avez rencontré des responsables du FPR ?)**

J'ai rencontré Paul Kagame. Je n'y suis pas allée pour négocier ou pour chercher un cessez le feu. J'y suis allé pour lui transmettre les messages qui me correspondent comme Haut commissaire des droits de l'homme, c'est-à-dire arrêter la violence et respecter les droits de tous...

**(Q. d'A. D. : Est-ce que les rebelles vous ont donné de leur côté un espoir, un engagement particulier pour épargner les vies ?)**

Les rebelles disent que le cessez le feu n'est pas nécessairement une garantie de la cessation de la violence. Parce que même pendant le cessez le feu, ils parlent comme ça, les meurtres vont continuer. Alors ils pensent que le cessez le feu s'intègre dans un processus qui devrait d'abord considérer d'arrêter la violence. Mais ils parlent comme ça, bien sûr ils sont en train d'accuser les autres. Et la même position, à quelques nuances de différence, est tenue par les militaires du gouvernement.

**(Q. d'A. D. : Est-ce que vous n'avez pas le sentiment après cette mission que l'on demeure dans l'impasse au Rwanda ?)**

Je crois que la situation est terriblement complexe. Il y a beaucoup de haine, beaucoup d'accusations. Je crois qu'il y a beaucoup de raisons d'avoir la conscience tranquille aussi, d'une part et de l'autre... La pression de l'opinion publique internationale, la pression de ce que j'appelle la voix morale du peuple peut obtenir des résultats... Je crois que les médias sont en train d'y contribuer et doivent continuer à le faire en mettant l'accent sur la proportion incroyable de la tragédie du Rwanda... En tout cas, je suis entré dans l'hôtel Mille Collines. J'ai parlé avec le comité qui a été créé par les réfugiés dans cet hôtel. Ils vivent dans une angoisse permanente. Je peux vous dire que du point de vue moral, ils se trouvent dans une situation pénible.»

**621/ Afrique soir (1994 JAF 0134 C) - 14 mai 1994**

P = Edmond Sadaka

T = Les initiatives humanitaires se multiplient en faveur du Rwanda... Bernard Kouchner est à Kigali pour tenter d'obtenir la libération de milliers de civils.

P : ... Après l'annonce du report du vote du Conseil de sécurité... Un jour de retard est un jour de trop, déclare Moctar Gueye. Il a expliqué à François Picard pourquoi l'envoi d'une telle force lui semble indispensable.

**Itw de Moctar Gueye, porte-parole de la Minuar (François Picard) :**

« Ca nous permettrait de mener à grande échelle les opérations de secours... Cela donnera également aux deux parties la possibilité de revoir leur intransigeance en ce qui concerne les pourparlers en vue d'un éventuel cessez le feu parce que là, au moins, une force en présence garantirait la fin des atrocités.

**(Q. de F. P. : Si vous avez l'accord des deux parties, combien d'hommes vous faut-il ?)**

Ca c'est vraiment au commandant de la force de le déterminer. Mais nous pensons que le chiffre de 5 500 nous semble raisonnable à l'heure actuelle pour mener essentiellement nos opérations humanitaires dans ce pays parce que ce pays est dévasté. »

**P :** Depuis le 6 avril dernier, la guerre au Rwanda a fait entre 100 et 200 000 morts. Certaines sources avancent même des chiffres beaucoup plus lourds. Une certitude en tout cas. La plupart du temps, ce sont les milices qui ont été montrées du doigt. Principal accusé, l'ex-milice du MRND. On les appelle les Interhawme. A sa tête, Robert Kajuga.

**Corr. de Jean Hélène de Kigali :**

Diffusée à midi

**Invité :** José Ayala Lasso, Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, était au Rwanda cette semaine.

**Itw de José Ayala Lasso, Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme (Assane Diop) :**

Diffusée à midi

- Journaux Afrique du 15 mai 94 (1994 JAF 0135)

**622/ Afrique matin (1994 JAF 0135 A)**

P = Philippe Leymarie

T = L'échec d'une tentative de médiation que tentait l'ancien ministre français Bernard Kouchner.

P : ... Combien de victimes dans le massacre, le carnage au Rwanda ? On ne sait plus, on n'ose plus tellement les chiffres sont faramineux. Il paraît que les Ougandais riverains du lac Victoria ont commencé à creuser des tombes pour enterrer les

milliers de cadavres rwandais que le fleuve Akagera continue à charrier dans le lac Victoria. Selon un député du lieu, les villageois ont déjà enterré quelques 26 000 corps au cours des trois semaines écoulées. Les miliciens de l'ancien parti unique, le MRND, sont considérés comme les principaux responsables de ces massacres. A leur tête, Robert Kajuga. Il affirme qu'il en a assez de ces accusations. Les massacres, le génocide, tout cela est plus une fatalité qu'un plan délibéré.

**Itw de Robert Kajuga, chef des Interhawe (Jean Hélène) :**

« Ils ne sont pas organisés, du tout, du tout, du tout... Le président est mort. Après trois heures, la population n'a vraiment pas compris. A côté, il voyait son voisin qui avait des fusils pour tuer. Il a commencé à se défendre.

**(Q. de J. H. : Est-ce que dans cette défense civile vous travaillez en collaboration avec l'armée ?)**

Quelques conseils. Sinon il n'y a vraiment pas de contacts réguliers pour faire cela. Mais on essaye vraiment de ne pas déranger l'armée. Si elle nous demande de quitter un endroit, on quitte. Mais on aide l'armée à défendre le pays.

**(Q. de F. P. : Est-ce que vous envoyez vos membres sur le front ?)**

Quelquefois. Parce qu'il y a des secteurs où le FPR veut entrer et où la population ne veut pas. Là je peux dire que c'est le front... On va tout faire pour que le FPR ne prenne pas Kigali. Là vraiment on est sûr, on préfère mourir. »

## **623/ Afrique midi (1994 JAF 0135 B) - 15 mai 1994**

P = Sylvie Noël

T = Bernard Kouchner pessimiste au sujet de sa tentative de médiation pour faire évacuer les civils captifs à Kigali. Pour lui, seule une intervention étrangère peut désormais sauver les survivants de cinq semaines de massacres. La capitale rwandaise sombre un peu plus chaque jour. Massacres et horreurs se sont succédés. Les milices ont été mises en cause dans les tueries.

P : Les combats se sont intensifiés à Kigali et dans d'autres villes... Le Rwanda vit un enfer depuis cinq semaines. Dans de nombreux massacres, ce sont les enfants qui sont les principales victimes.

**Corr. de Jean Hélène de Kigali :**

« C'est un jour d'accalmie et, à l'hôpital du CICR, on en oublierait presque la guerre. Dans cet ancien pensionnat de jeunes filles, les blessés sont entre les mains d'infirmières et de médecins dévoués. L'hôpital ne manque de rien. Pourtant, l'horreur est là dans toutes les mémoires, dans le récit des rescapés, parmi lesquels

des enfants. Certains sourient aux visiteurs, mais d'autres sont encore comme pétrifiés par ce qu'ils ont vécu. Un bombardement qui les a criblés d'éclats ou le massacre de leur famille dont ils sont les seuls survivants. Cette fillette qui a perdu son bras gauche, ce garçon qui traîne un moignon de jambe n'ont pas été victimes de mines, non. Ils ont vu des hommes s'approcher. Des machettes s'élevaient au-dessus de leur tête et s'abattaient. Les secouristes de la Croix rouge rwandaise les ramassent dans les rues ou les maisons, baignant dans leur sang. Parfois, c'est un bon samaritain qui les amène à l'hôpital en franchissant plusieurs barrages où les blessés risquent d'être achevés par des miliciens trop nerveux ou bien ivres. Il y a enfin les bombardements. Là encore les enfants sont les premières victimes. Ils ne savent pas se jeter à terre en entendant le sifflement d'un obus qui va s'écraser. »

**Itw de Robert Kajuga, chef des Interhawe (Jean Hélène) :**  
Diffusée le matin

#### **624/ Afrique midi (1994 JAF 0135 C) - 15 mai 1994**

P = Edmond Sadaka

T = L'étai se resserre autour de la capitale rwandaise... Pendant ce temps, Bernard Kouchner poursuit sa mission sur place en faveur des réfugiés.

**Pap. de Christophe Boisbouvier :**

«Malgré les fausses promesses de l'armée rwandaise, malgré l'échec de la première tentative d'évacuation de réfugiés il y a dix jours, le général Dallaire et Bernard Kouchner multiplient les contacts et continuent ce soir de tout faire pour réussir ces évacuations. Selon les dernières informations recueillies sur place, notamment par l'envoyé spécial du Figaro Renaud Girard, quelques casques bleus de la Minuar ont repéré entre le centre ville et l'aéroport, un itinéraire viable, c'est-à-dire où les miliciens seraient moins agressifs et où les barrages seraient donc franchissables. Si tout va bien, les casques bleus tenteraient mardi une première évacuation, celle des enfants de deux orphelinats. L'un d'entre eux est d'ailleurs tenu par un Français, Marc Veyter, qui, courageusement, début avril, a refusé de partir avec les autres expatriés. Puis les casques bleus essaieront de faire partir vers l'aéroport tous les réfugiés qui sont bloqués en ville depuis cinq semaines. Ceux de l'hôtel des Mille Collines et ceux de l'église de la Sainte Famille en zone gouvernementale. Et ceux du stade Amahoro en zone rebelle. Le pari est difficile. Il n'est pas gagné d'avance.

**Reportage de Jean Hélène dans l'hôpital du CICR à Kigali :**

Hurllement d'un enfant.

« Une bombe est tombée sur un quartier de Kigali il y a une heure et on vient d'amener huit enfants à l'hôpital du CICR dont quatre sont sérieusement blessés. Cette fillette touchée aux jambes et à la tête hurle sur la table d'opération. Cris de douleurs, cris de terreur aussi d'une enfant à jamais traumatisée.

Pleurs d'un enfant et d'un bébé.

A côté d'elle, les infirmières nettoient le visage ensanglanté d'un bébé d'un mois. Faute de berceau, elles l'ont déposé dans une boîte en carton.

**Premier médecin :**

C'est quasiment quotidien. On a de l'ordre de 90 admissions par semaine... Une fois, on a eu 150 victimes d'un coup.

**(Q. de J. H. : Qu'est-ce qui s'était passé ?)**

C'est un obus qui est tombé sur un rassemblement d'une des paroisses de Kigali où se trouvait de 5 000 à 6 000 réfugiés.

**Jean Hélène :**

L'hôpital héberge une cinquantaine d'enfants, souvent des orphelins qui ont vu leur famille massacrée. Certains ont été mutilés à la machette, d'autres battus jusqu'au sang. Il y a des récits insupportables à entendre.

**Deuxième médecin :**

On a ramené des enfants, les parents jetés dans une rivière. La petite fille a été violée, le frère battu. Enfin complètement dingue. Alors on ramène ces enfants ici...

**Jean Hélène :**

Le danger des bombes est encore bien réel et il faut sans cesse rassurer les enfants, souvent réveillés la nuit par des cauchemars.

**Deuxième médecin :**

Y a des mômes qui ont mal, qui ont mal dans le membre qu'ils n'ont plus. Ca se voit dans tous les hôpitaux du monde. Ils cherchent leur maman, leur papa,... Ils ne savent pas... Ils sont seuls. Ils ne savent pas. Ils nous posent des questions mais on ne peut pas répondre.

**Jean Hélène :**

Aucun répit dans le conflit rwandais. Et depuis un mois le personnel ici est surchargé de travail.

**Antoinette, une infirmière rwandaise :**

... On travaille parfois ici jusqu'à 22 heures pour arrêter l'hémorragie, pour les transfusions. Il y a très peu de personnel médical...

**Jean Hélène :**

Les personnes guéries n'osent pas rentrer chez eux par peur de la guerre et des massacres qui ravagent toujours Kigali. Le CICR veut ouvrir un autre centre à l'extérieur de la capitale car celui-ci devient trop petit et il n'y a plus d'eau courante en ville.

**André Musi, administrateur médical du CICR :**

Le nouveau problème, c'est que depuis deux jours, il n'y a plus d'eau dans le réseau...

**Jean Hélène :**

En attendant, dans ce havre de paix qu'est l'hôpital du CICR, les rescapés essayent de réapprendre à vivre. Surtout les enfants.

**Deuxième médecin :**

C'est le moral des enfants qui est important. Entre eux ils peuvent chanter comme celui d'à côté qui est en train de chanter. Quand un gosse sourit, c'est qu'on a gagné quelque part.

Chant d'enfants »

- Journaux Afrique du 16 mai 94 (1994 JAF 0136)

**625/ Afrique matin (1994 JAF 0136 A)**

P = Danielle Lefèvre

T = 24 h avant la reprise des débats au Conseil de sécurité sur l'envoi d'une force de paix, les belligérants qui cherchent à conforter leurs positions. Bernard Kouchner cherche à ouvrir un couloir humanitaire pour évacuer toutes les personnes déplacées.

P : Après quatre jours de relatif calme, les combats ont repris à Kigali, à Ruhengeri, à Bugesera et à Gitarama.

**Pap. de Chantal Lohro :**

« Obtenir l'ouverture d'un couloir humanitaire entre le centre ville et l'aéroport de Kigali, c'est l'objectif que s'est fixé Bernard Kouchner pour faire évacuer en priorité les enfants de deux orphelinats mais aussi les réfugiés de l'hôtel des Mille Collines et de l'Eglise de la Sainte Famille, bloqués en zone gouvernementale. Sans oublier les réfugiés du stade Amahoro, qui se trouve lui dans la zone contrôlée par le FPR. Avec le général Dallaire, il essaye d'obtenir l'accord des deux parties et surtout celui des miliciens, car ce sont eux qui avaient empêché le 3 mai dernier une première évacuation en tirant sur le convoi... Petit signe encourageant néanmoins. Radio Rwanda a diffusé une interview d'une demi-heure de l'ex ministre français qui a demandé aux assassins des rues de ranger leur machette et de laisser la guerre aux militaires... Il compte en tout cas rester sur place jusqu'à la première évacuation symbolique qu'il espère pour ce début de semaine. »

**Reportage de Jean Hélène dans l'hôpital du CICR à Kigali :**

Diffusé la veille au soir. Il a été remonté :

Hurllement d'un enfant.

« Une bombe est tombée sur un quartier de Kigali il y a une heure et on vient d'amener huit enfants à l'hôpital du CICR dont quatre sont sérieusement blessés. Cette fillette touchée aux jambes et à la tête hurle sur la table d'opération. Cris de douleurs, cris de terreur aussi d'une enfant à jamais traumatisée.

A côté d'elle, les infirmières nettoient le visage ensanglanté d'un bébé d'un mois. Faute de berceau, elles l'ont déposé dans une boîte en carton. L'hôpital héberge une cinquantaine d'enfants, souvent des orphelins qui ont vu leur famille massacrée. Certains ont été mutilés à la machette, d'autres battus jusqu'au sang. Il y a des récits insupportables à entendre. Le danger des bombes est encore bien réel et il faut sans cesse rassurer les enfants, souvent réveillés la nuit par des cauchemars. Aucun répit dans le conflit rwandais. Et depuis un mois le personnel ici est surchargé de travail. Les personnes guéries n'osent pas rentrer chez eux par peur de la guerre et des massacres qui ravagent toujours Kigali. Le CICR veut ouvrir un autre centre à l'extérieur de la capitale car celui-ci devient trop petit et il n'y a plus d'eau courante en ville. En attendant, dans ce havre de paix qu'est l'hôpital du CICR, les rescapés essaient de réapprendre à vivre. Surtout les enfants.

**Deuxième médecin :**  
C'est le moral des enfants qui est important. Entre eux ils peuvent chanter comme celui d'à côté qui est en train de chanter. Quand un gosse sourit, c'est qu'on a gagné quelque part.  
Chant d'enfants »

## 626/ Afrique midi (1994 JAF 0136 C) - 16 mai 1994

P = Donaig Le Du

T = Le Conseil de sécurité se réunit ce soir...

P : ... Boutros Boutros-Ghali serait favorable à l'envoi de 5 500 hommes avec un mandat humanitaire.

### **Pap. de Monique Mas :**

«...Boutros-Ghali suggère d'assister et de protéger les réfugiés mais aussi d'arrêter le génocide... Pourtant l'Onu ne se risquera pas à désigner des coupables et encore moins à employer la force contre eux. Les avis sont trop partagés au Conseil de sécurité. Ils le sont aussi sur la proposition d'embargo militaire de Boutros-Ghali. Reste donc l'assistance humanitaire aux réfugiés. Les Etats-Unis proposent que des zones de sécurité soient délimitées aux frontières du Rwanda. Selon Boutros-Ghali, cela risquerait de grossir encore le problème des déplacés. Il préférerait que l'Onu prenne le contrôle de l'aéroport de Kigali pour secourir les populations prises en otage dans la capitale. Boutros-Ghali demande aussi que les casques bleus aient le droit de se défendre s'ils sont attaqués. Reste à savoir comment il entend protéger les civils rwandais. »

**Invité :** Bernard Kouchner, ancien ministre français à l'action humanitaire, qui se trouve depuis quelques jours au Rwanda...

**Itw de Bernard Kouchner, ancien ministre (Christophe Boisbouvier) :**

« Des réfugiés il y en a partout. Il y en a cachés, il y en a au grand jour... Si je n'avais pas d'espoir, je ne continuerais pas mais ce n'est pas encore fait. Il s'agit d'ouvrir avec l'Onu des corridors humanitaires qu'eux-mêmes tentent d'ouvrir depuis longtemps...

**(Q. de C. B. : Est-ce que vous espérez faire sortir de la ville vers l'aéroport les réfugiés, notamment ceux de l'hôtel des Mille Collines, du stade Amahoro et de l'Eglise de la Sainte Famille ?)**

Nous espérons peut être pouvoir commencer une évacuation qui sera symbolique et qui permettra d'ouvrir ces corridors...

**(Q. de C. B. : Et quand pourrait commencer cette première évacuation symbolique ?)**

Dans les jours qui viennent...

**(Q. de C. B. : Est-ce que pour cela vous avez du négocier avec les miliciens qui tiennent les barrages dans la ville ?)**

Oui et ce n'est pas terminé. Ils sont à peu près incontrôlés. Il faut donc préparer notre terrain, c'est-à-dire chaque mètre de la route. Ce n'est pas encore achevé, loin de là, et nous ne sommes pas à l'abri des surprises.

**(Q. de C. B. : Qu'est-ce que vous allez faire pour les orphelins ?)**

Nous allons y prêter une attention particulière. J'aimerais aussi que les pays occidentaux soient à la mesure de leur indignation...

**(Q. de C. B. : Qu'est-ce vous dites aux miliciens ?)**

Nous leur disons qui nous sommes et ce que nous voulons faire. Mais cela ne suffit pas toujours... Nous essayons d'être au plus proche d'une réalité qui est indescriptible.

**(Q. de C. B. : Est-ce vous allez rester aussi longtemps que ces réfugiés seront en danger ?)**

Je resterai aussi longtemps que l'ouverture du corridor restera en perspective. Je resterai assez longtemps pour essayer d'entamer la première évacuation.

**(Q. de C. B. : Est-ce que l'Onu peut faire quelque chose dans les heures qui viennent au Conseil de sécurité de New York ?)**

... Je crois que comme d'habitude le Conseil de sécurité, malgré sa bonne volonté, arrive toujours après la bataille... Faut bien se rendre compte que les casques bleus sont 400 dans ce pays et qu'il en faudrait beaucoup plus et j'espère qu'ils arriveront...

**(Q. de C. B. : Vous avez dénoncé les criminels de guerre sur la radio rwandaise. Est-ce que vous pensez que le message a porté ?)**

Comment vous dire si l'individu qui va nous braquer au moment du passage du barrage a entendu la radio ? En tout cas, tout le monde sait ici qu'il y aura des enquêtes et un tribunal...

**(Q. de C. B. : Est-ce vous sentez dans l'état major de l'armée rwandaise une réelle volonté de coopérer avec vous malgré l'agressivité de certains miliciens ?)**

Nous verrons, nous verrons. Ne vendant pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué. »

**627/ Afrique soir (1994 JAF 0136 D) - 16 mai 1994**

P = Donaig Le Du

T = Le FPR ressert son étau sur Kigali. Pendant ce temps, le Conseil de sécurité envisage l'envoi d'un nouveau contingent de casques bleus.

P : Pour la première fois depuis deux semaines, la Croix rouge a pu acheminer des vivres à Kigali...

**Pap. de Christophe Boisbouvier :**

« ... Les rebelles ont réussi à couper l'axe sud-ouest Kigali-Gitarama... et contrôlent maintenant une petite portion de cette route stratégique dans un endroit encaissé à quelques kilomètres de la capitale... Si les forces gouvernementales n'arrivent pas à déloger cette unité rebelle dans les heures qui viennent, et bien, elles risquent d'être totalement encerclées dans Kigali... Jusqu'à présent, il semblait que le chef militaire rebelle, Paul Kagame, avait une stratégie tout en prudence. Il préférerait laisser une route sous contrôle gouvernemental afin de laisser aux FAR la possibilité de s'enfuir de Kigali... La question est maintenant de savoir si Paul Kagame a changé ou non de stratégie ? »

**Corr. de Pierre Cayrol de Washington :**

« ... Ce projet de résolution exige que toutes les parties au conflit cessent immédiatement les hostilités et acceptent un cessez le feu. Premier point : l'exigence d'un cessez le feu au Rwanda... Deuxième point : la création de zones de sécurité au Rwanda. Troisième point : le projet autorise un accroissement des effectifs des casques bleus au Rwanda qui pourrait être fixé à un maximum de 5 500 et qui seront déployés de manière échelonnée dans les plus brefs délais. Le texte qui doit être voté décide un embargo sur les armes... Si le document est voté dans cette rédaction, il assigne une mission strictement humanitaire aux casques bleus. Une mission d'interposition mais c'est tout. Les casques bleus ne peuvent agir qu'en état de légitime défense. Pas question pour eux de désarmer l'une ou l'autre des parties. »

P : ... Dans une lettre ouverte au président François Mitterrand, MSF s'en prend très virulemment à ce qu'il appelle le silence de la France.

**Itw de Jean Hervé Bradol, un des responsables de MSF (TFI) :**

« Le rôle de la France dans ce pays et particulièrement les responsabilités de la France sont particulièrement écrasants. Les gens qui massacrent, qui mettent en œuvre cette politique planifiée, systématique d'extermination sont financés, entraînés et armés par la France. Et ça c'est quelque chose qui ne transparait absolument pas en ce moment. On a entendu pour l'instant aucun responsable français condamné clairement les auteurs de ces massacres. Pourtant, ces gens sont bien connus de l'Etat

français. Ils sont équipés par eux. C'est pour cette raison que nous avons décidé d'écrire une lettre ouverte au président de la République puisque le travail des organisations humanitaires ne peut bien sûr pas tout compensé lorsqu'il y a une telle horreur. De plus, pour nous aujourd'hui, c'est presque impossible de pouvoir travailler correctement au Rwanda. S'il n'y a pas une intervention vigoureuse de la communauté internationale et particulièrement de la France, qui connaît bien les assassins, qui les arment, qui les équipent, nous, nous considérerons que c'est une véritable politique d'incitation à ce que le meurtre et les massacres continuent. Et pour l'instant, ces déclarations de l'Etat Français, nous ne les avons pas entendues. »

P : ... Bernard Kouchner poursuit à Kigali sa médiation pour permettre l'évacuation des personnes réfugiées. Cette médiation semble toutefois très compliquée. C'est ce que vient d'expliquer Renaud Girard, l'envoyé spécial à Kigali du Figaro.

**Itw de Renaud Girard, envoyé spécial à Kigali du Figaro (Christophe Boisbouvier) :**

« Les efforts du général Dallaire et de Bernard Kouchner n'ont hélas pas abouti à cause de l'opposition des miliciens... Les chefs des milices ont refusé le passage des enfants vers l'aéroport... Il faut savoir que les miliciens arrêtent avec leur machette les blindés de l'Onu, ils ouvrent les portes, dans l'autre main, ils ont une grenade prête à jeter à l'intérieur s'ils découvrent un Tutsi caché. Ces miliciens sont visiblement incontrôlables parce que le gouvernement souhaitait l'ouverture de ce corridor humanitaire... Maintenant toute la population hutue de Kigali est en effervescence et elle est devenue incontrôlable. »

- Journaux Afrique du 17 mai 94 (1994 JAF 0137)

**628/ Afrique matin (1994 JAF 0137 A)**

P = Danielle Lefèvre

T = Le Conseil de sécurité, malgré les tergiversations des Nations unies, se prononce finalement pour le renforcement de la Minuar. Le FPR aurait coupé la route qui mène à Gitarama, où siège le gouvernement provisoire.

**Corr. de Pierre Cayrol de Washington :**

« Après avoir beaucoup hésité et énormément tergiversé, les Etats-Unis ont finalement dit oui du bout des lèvres... La résolution a été adoptée à l'unanimité des quinze membres du Conseil de sécurité. Ce texte appelle à un cessez le feu

immédiat... Les casques bleus seront déployés dans des zones de sécurité, dont le texte ne précise pas la localisation... »

**Pap. de Christophe Boisbouvier :**

Diffusé la veille au soir

### **629/ Afrique midi (1994 JAF 0137 C) - 17 mai 1994**

P = Donaig Le Du

T = Le Conseil de sécurité a décidé d'envoyer 5 500 casques bleus au Rwanda. Une mission humanitaire... Dans le même temps, le HCR affirme que les rebelles du FPR ont torturé et massacré des civils dans la zone frontalière avec la Tanzanie.

P : ...Les témoignages continuent à nous parvenir. A Kigali, le porte-parole des Nations unies raconte qu'une employée rwandaise du PNUD a été massacrée il y a quelques jours avec ses cinq enfants et cinq orphelins qu'elle avait prise en charge. Des enfants âgés de moins de sept ans. Autres témoignages, ceux des civils qui réussissent à se réfugier en Tanzanie. Des gens qui ont fui les zones contrôlées par le FPR. Le HCR, qui a rencontré ces réfugiés, accuse les rebelles de se livrer eux-aussi à des massacres et à des tortures.

**Itw de Christiane Berthiaume, porte-parole du HCR (Thierry Perret) :**

«Ce n'est pas le HCR qui accuse le FPR parce nous nous n'en savons rien. Ce sont les réfugiés qui arrivent et là ils commencent à être de plus en plus nombreux à arriver en Tanzanie qui nous disent cela, qui nous racontent qu'effectivement, ils ont été la victime de massacres et de tortures. Il y a des représentants du HCR qui se trouvaient à la frontière entre le Rwanda et la Tanzanie et qui ont entendu des coups de feu au loin... Il y a maintenant à peu près 4 000 réfugiés qui arrivent chaque jour en Tanzanie et qui nous racontent ces scènes d'horreur. »

P : Les massacres continuent, les combats aussi. C'est dans ce contexte que le Conseil de sécurité a décidé d'augmenter les effectifs de la Minuar.

**Corr. de Pierre Cayrol de Washington :**

Diffusée le matin

P : ... Le problème est de trouver de nouveaux casques bleus...

**Pap. de Monique Mas :**

«... Aujourd'hui, le Conseil de sécurité se sent tenu de répondre à l'opinion internationale bouleversée par le trop plein de cadavres rwandais. L'humanitaire a fini par faire consensus comme argument principal... L'Onu ne fera pas la guerre au Rwanda. Le Conseil de sécurité table sur l'effet dissuasif de casques bleus plus nombreux, mieux équipés et disposant du droit à se défendre s'ils sont attaqués... Dans son exercice de neutralité obligée, le Conseil de sécurité exige aussi un cessez le feu et un embargo sur les armes, une manière de noyer les massacres dans la guerre qui s'en est suivie. »

**630/ Afrique soir (1994 JAF 0137 D) - 17 mai 1994**

P = Yves Rocle

T = Pour la première fois, le FPR est accusé aussi de massacrer la population. Par ailleurs, le Conseil de sécurité a décidé d'envoyer une mission humanitaire de quelques 5 500 casques bleus.

P : ... Il y a peut être aujourd'hui un fait nouveau. Jusque là, tous les témoignages faisaient état de massacres perpétrés par l'armée, la Garde présidentielle ou encore les milices fidèles à l'ancien président Habyarimana. Aujourd'hui le HCR cite des témoignages selon lesquelles le FPR se serait livré lui aussi à des exactions. Une affirmation que le FPR vient de démentir.

**Pap. de Thierry Perret :**

«Le HCR cite en particulier des témoignages de réfugiés qui ont franchi la frontière Rwanda-Tanzanie. Leurs récits semblent indiquer que des exactions délibérées ont été commises par des combattants du FPR près de la frontière. Les agents du HCR sur place ont vu des villageois arriver traumatisés, certains blessés. Le FPR a aussitôt démenti de Nairobi, qualifiant ces accusations d'ignobles et indiquant que dans le flot des réfugiés se trouvent des miliciens et des déserteurs de l'armée rwandaise, évidemment peu objectifs a priori. Toujours est-il qu'on peut penser, et c'est le commentaire fait au siège du HCR, que les massacres réciproques sont malheureusement la règle dans de tels conflits. Mais il y a là un gros enjeu symbolique. Le conflit rwandais a en effet été ouvert par des massacres à grande échelle, surtout dirigés contre la minorité tutsie, et les accusations, y compris parmi certains organismes humanitaires, ont surtout dénoncés les exactions commises par les FAR, les milices et certains civils de la majorité hutue. Le FPR s'est appuyé sur ces témoignages pour justifier la reprise des armes et son combat. A l'heure où plusieurs organisations des droits de l'homme demandent des enquêtes sur les atrocités

commises au Rwanda, le débat n'est pas seulement humanitaire, il devient politique. »

**Pap. de Monique Mas :**

Diffusé à midi

P : ... MSF redoute que ce nouveau déploiement n'arrive trop tard pour sauver les milliers de civils menacés et bloqués dans le pays.

- Journaux Afrique du 18 mai 94 (1994 JAF 0138)

**631/ Afrique matin (1994 JAF 0138 A)**

P = Danielle Lefèvre

T = Au lendemain de la décision du Conseil de sécurité d'envoyer de nouveaux casques bleus, beaucoup d'interrogations sur les limites de leur action. Le FPR est accusé à son tour de massacres et de tortures.

P : Dès hier, le FP a été très clair. Si les casques bleus s'interposent entre eux et les FAR, ils seront traités en ennemis. Le FPR qui s'est vu hier accusé par le HCR de continuer à massacrer et à torturer des civils. Des accusations aussitôt qualifiées d'ignobles par un porte-parole du FPR. Mais en fait dans ces massacres plus ou moins organisés depuis plus d'un mois, il n'y a pas un camp pour racheter l'autre.

**Pap. de Thierry Perret :**

Diffusé la veille au soir

**632/ Afrique midi (1994 JAF 0138 C) - 18 mai 1994**

P = Donaig Le Du

T = Human Rights Watch porte plainte contre un responsable politique rwandais, Jean Bosco Barayagwiza, le dirigeant du CDR, accusé d'avoir incité l'armée et les milices à commettre les massacres.

P : Associated Press fait état de négociations entre le FPR et les forces gouvernementales, sous l'égide des Nations unies... On ignore toujours dans quel délai les nouveaux contingents de casques bleus pourraient se rendre sur place...

**Pap. de Monique Mas :**

«Selon Africa Watch, Barayagwiza est l'un des principaux architectes du génocide et de la liquidation politique engagés par l'armée, la Garde présidentielle et les milices gouvernementales. Il l'est en tant qu'idéologue d'un parti qui a planifié et systématisé un massacre dans les esprits comme dans les actes. Il y aurait donc une idéologie politique coupable de crimes contre l'humanité et non pas tueries ethniques confuses. Hors Barayagwiza qui séjournait à Paris a obtenu un visa pour les Etats-Unis dans le cadre de contacts avec l'Onu. Une manière pour lui d'acquérir une respectabilité internationale et un statut d'interlocuteur privilégié concernant l'avenir du Rwanda. L'action en justice d'Africa Watch a justement pour objet de l'en empêcher. Le crime contre l'humanité est imprescriptible. Reconnu coupable, Barayagwiza serait au minimum traité en paria par la communauté internationale. Etablir qu'il y a crime contre l'humanité au Rwanda serait aussi une première pour le continent africain. Au total, l'action d'Africa Watch contribue surtout à poser le problème du Rwanda sur le terrain diplomatique, politique et non plus seulement humanitaire. »

**633/ Afrique soir (1994 JAF 0138 D) - 18 mai 1994**

P = Yves Rocle

T = La France souhaite la tenue d'un sommet régional pour mettre fin au génocide. Les Nations unies demandent aux belligérants de se retirer de la zone de l'aéroport de Kigali pour permettre le déploiement des casques bleus.

P : 500 000 morts, c'est le chiffre qu'avance aujourd'hui le ministre allemand des Affaires étrangères. 500 000 morts, ça représente 7 % de la population du pays. Alain Juppé a d'ailleurs répété aujourd'hui à la tribune de l'Assemblée nationale qu'il s'agissait d'un véritable génocide et pour y mettre fin, il suggère la tenue d'un sommet régional.

**Itw d'Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères :**

« Face à l'offensive du FPR, les troupes gouvernementales rwandaises se sont livrées à une élimination systématique de la population tutsie, ce qui a ensuite provoqué bien entendu la généralisation des massacres. La France a dénoncé avec la plus grande énergie cette situation. Nous soutenons les efforts des Etats de la région, la Tanzanie, le Zaïre, l'Ouganda, pour obtenir un cessez le feu. Et nous préconisons un

sommet des chefs d'Etat de la région pour qu'ils puissent peser de tout leur poids sur les belligérants, FPR d'un côté, forces rwandaises de l'autre, afin de faire cesser les hostilités et de renouer avec le processus d'Arusha qui, permettez moi de le signaler, avait été mis en place grâce à l'action de la France, ce qui avait permis la cessation des hostilités à l'époque, avant l'attentat qui a été commis contre l'avion transportant les présidents rwandais et burundais. »

P : ... La France propose un sommet des chefs d'Etat de la région. Avec vous, Monique Mas, nous voyons le sens de cette initiative.

**Pap. de Monique Mas :**

« La Tanzanie d'abord parce qu'est à Arusha qu'ont été signés les accords de paix... L'Ouganda ensuite où s'est formé le noyau originel du FPR... Enfin le Zaïre... Paris juge utile de remettre en selle le président Mobutu face au président ougandais Museveni que la France accuse de soutenir le FPR. La France, elle, a soutenu financièrement et militairement le régime Habyarimana. Ce que la France attend de ce sommet, c'est un cessez le feu entre le FPR et le gouvernement. Or, sur le terrain militaire, le FPR a le vent en poupe et d'ailleurs il ne reconnaît pas le gouvernement comme interlocuteur. En revanche, pour le gouvernement, des négociations seraient l'occasion de se poser en partenaire politique obligé. »

P: ... A Bruxelles, un porte-parole du FPR a affirmé que l'aéroport de Kigali restait une cible militaire pour son mouvement. Autre difficulté pour le déploiement des 5 500 casques bleus, l'Australie pose des conditions pour envoyer des hommes et le Danemark refuse carrément. Les deux pays estiment que la mission est trop floue et que les casques bleus risquent de ne pas disposer de moyens raisonnables pour l'accomplir... Alison Des Forges, qui s'occupe du Burundi et du Rwanda à Africa Watch, a expliqué à Monique Mas pourquoi son organisation avait déposé cette plainte.

**Itw d'Alison Des Forges (Monique Mas) :**

«D'après le système judiciaire américain, on peut citer que les personnes qui sont ici aux Etats-Unis. On a intenté ce procès parce que Barayagwiza était à New York pendant quelques jours. On a vite pris l'occasion comme on va le prendre pour tous les autres qui arrivent ici aux Etats-Unis. Ils doivent bien le connaître d'avance que ce genre de poursuites les attend ici et aussi en Europe. On prépare des poursuites semblables contre tous les responsables de cette politique de génocide.

**(Q. de M. M. : Qu'est-ce qu'ils risquent ?)**

Ils risquent des procès criminels contre eux et aussi des procès civils. Le moins qu'ils peuvent perdre, c'est toute leur fortune mais en plus, ils peuvent être emprisonnés.

**(Q. de M. M. : Qu'est-ce vous attendez de façon plus large de ce genre d'actions ?)**

Nous espérons que les gens modérés au Rwanda vont prendre connaissance de ces procès... »

- Journaux Afrique du 19 mai 94 (1994 JAF 0139)

**634/ Afrique matin (1994 JAF 0139 A)**

P = Danielle Lefèvre

T = ...Le FPR affirme qu'il prendra Kigali avant l'arrivée des casques bleus. La France veut organiser un sommet régional des chefs d'Etat pour tenter de mettre fin au génocide.

P : 48 heures après la décision du Conseil de sécurité..., on n'en sait pas beaucoup plus sur qui va envoyer des troupes, quel sera exactement leur mandat, où elles seront déployées et j'en passe. Des points d'ombre qui donnent l'occasion au FPR de multiplier les déclarations selon lesquelles ses forces auront pris Kigali bien avant l'arrivée des casques bleus et en auront fini avec ce qu'il appelle le régime dictatorial rwandais. Pour l'heure, après avoir quasiment bouclé la capitale, le FP semble concentrer ses efforts sur Gitarama, siège du gouvernement intérimaire. Et c'est le moment choisi par la France, plus ou moins critiquée pour son soutien au régime Habyarimana, pour proposer, pour sortir de l'impasse, un sommet régional Tanzanie-Ouganda-Zaïre.

**Pap. de Monique Mas :**

Diffusé la veille au soir

P : ... C'est Alain Juppé qui a fait cette proposition de sommet devant l'Assemblée nationale française. M. Juppé qui a rappelé que Paris avait condamné très tôt l'extermination systématique de la population tutsie par les troupes gouvernementales, qu'au plan humanitaire, la France avait été aux avant-postes des grandes puissances et qu'elle allait encore renforcer son action. M. Douste-Blazy, ministre de la Santé, va partir aujourd'hui ou demain pour le Burundi où la France a décidé d'envoyer une antenne chirurgicale et pour la Tanzanie où des équipes françaises doivent intervenir dans des camps de réfugiés. Quoiqu'il en soit, on ne se bouscule vraiment pas pour fournir des contingents de soldats à la Minuar renforcée. Le Danemark et l'Afrique du sud ont dit non hier et l'Australie émet des réserves.

**Corr. de Jean-Pierre Zajac de Sydney :**

«Au ministère des Affaires étrangères, on estime que beaucoup de points nébuleux reste à clarifier... Quel sera le rôle exact des troupes qui seront déployées sur le terrain ? En quoi va consister leur mission précise...? Combien va coûter cette opération ?... Au ministère de la Défense, les préoccupations sont d'un ordre différent. On souhaite certes faire un effort mais pas avant qu'un accord politique ne soit intervenu sur le terrain... »

P : Bernard Kouchner qui vient de rentrer du Rwanda déclare avoir vécu l'horreur à l'état brut. Il a prêché en faveur d'une force d'action rapide de l'Onu... « Avant les massacres, on dit qu'il n'y a pas d'hommes, pas d'argent, pas de volonté politique », estime Bernard Kouchner. « Mais quand les massacres se sont produits, alors on trouve l'argent, les hommes et la volonté politique. Mais il est trop tard. Il faut réagir mais avant, car au Rwanda on continue d'assassiner, on continue le génocide. »

### **635/ Afrique midi (1994 JAF 0139 C) - 19 mai 1994**

P = Donaig Le Du

T = 30 personnes tuées ce matin à Kigali. Un obus de mortier est tombé dans l'enceinte du centre hospitalier.

P : ... Les combats ont repris la nuit dernière autour de l'aéroport de Kigali. Hier pourtant les Nations unies tentaient de négocier avec les forces gouvernementales et le FPR pour que l'aéroport passe effectivement sous le contrôle des Nations unies...

**Itw de Jacques Bihozagara, un des responsables du FPR (Addala Benraad) :**

«Ce que nous demandons, c'est la Minuar puisse dégager les FAR qui sont à l'aéroport et qui nous tirent dessus...

**(Q. d'A. B. : Est-ce que pour vous l'aéroport reste une cible militaire ?)**

Pas une cible militaire. Mais nous disons qu'à l'aéroport, il y a deux forces. Il y a la Minuar et les FAR qui tirent sur nos positions. Alors vous comprenez qu'elle n'est pas du tout neutre.

**(Q. d'A. B. : Et à partir de ce moment-là, vous accepteriez l'acheminement de la force des Nations unies ?)**

Nous ne sommes pas contre le principe de l'acheminement de l'aide. Mais nous disons que l'aéroport est maintenant dans une zone en danger... Il faudra que les FAR quittent les lieux pour que l'Onu puisse agir en toute neutralité.

**(Q. d'A. B. : Que pense le FPR de la proposition française d'un sommet régional... ?)**

Ca c'est la proposition de la France qui ne nous a pas approché pour nous demander notre avis en tant que concerné au premier chef. Mais nous sommes prêts à examiner cette proposition. Pour nous, une rencontre, ça ne pose pas de problème.»

P : Le Premier ministre désigné par les accords d'Arusha, Faustin Twagiramungu, est à Paris. Il doit rencontrer des responsables du ministère français des Affaires étrangères.

**Invité :** Cornelio Sommaruga, président du CICR

**Itw de Cornelio Sommaruga, président du CICR (Dominique de Courcelles) :**

«... Il y a là un problème d'armes et d'armement, il y a un problème d'appuis différenciés aux différents groupes dans le pays et il y a le problème de pouvoir faire passer dans ce pays... des messages éthiques...

**(Q. de D. de C. : On connaît bien la neutralité du CICR. Cette neutralité qui se paye bien souvent par le silence. Devant l'ampleur de la tragédie, est-ce que le CICR peut pour une fois parler plus?)**

Pour nous, ce qui est essentiel c'est de travailler pour pouvoir rejoindre les victimes... Nous n'avons aucun intérêt à mettre en péril cette tâche. Il y a d'autres qui sont en mesure de le faire. Il y a des gouvernements qui savent et qui pourraient s'attaquer à tout cela. Nous avons été néanmoins les premiers à crier fort sur l'ampleur de la tragédie. Du reste, il y a eu un certain temps, où la seule source d'information sur ce qui se passait au Rwanda, était notre chef de délégation à Kigali avec son téléphone satellite. Et on l'a entendu sur toutes les ondes pour dire ce qui se passait...

**(Q. de D. de C. : L'organisme américain parle maintenant de crime contre l'humanité, de génocide. Est-ce que vous souscrivez à ces termes ?)**

Je préfère de ne pas utiliser des termes qui peuvent avoir une connotation juridique plus ou moins précise. Pour moi, ce sont des massacres qui ont été systématisés, en partie prémédités, et ceci avec le chevauchement d'un conflit d'ordre politique... »

**636/ Afrique soir (1994 JAF 0139 D) - 19 mai 1994**

P = Yves Rocle

T = Redoublement des combats à Kigali. 30 malades tués au centre hospitalier. Le Premier ministre désigné reçu par les autorités françaises.

**Pap. de Monique Mas :**

« Une trentaine de personnes ont été tuées jeudi matin par des obus qui se sont abattus sur une tente installée dans la cour de l'hôpital de Kigali. Le bâtiment se trouve en pleine ligne de front... L'armée a fait sauter un pont à l'est de Gitarama pour retarder l'avancée du FPR. L'aéroport de Kigali reste l'enjeu de batailles importantes. Le FPR refuse de le considérer comme terrain neutre tant que les forces gouvernementales ne s'en retirent pas. »

P : Faustin Twagiramungu est arrivé à Paris. Il a été reçu par le ministère des Affaires étrangères et il doit être reçu dans les jours qui viennent à l'Élysée, à Matignon et aussi au ministère de la Coopération. Faustin Twagiramungu est perçu à Paris comme l'homme de la troisième voie.

**Pap. de Monique Mas :**

«Paris considère Faustin Twagiramungu comme un interlocuteur représentatif et modéré... Modéré car Paris a toujours été hostile à la lutte armée du FPR et qui répugne à son éventuelle victoire militaire. Modéré aussi peut être car peu suspect d'être un cheval de Troie tutsi... »

P : ... Bernard Kouchner explique que les miliciens n'obéissent à personne, qu'il avait obtenu le feu vert de toutes les autorités pour évacuer les orphelins mais que ce sont des miliciens en tee-shirt et en jean qui l'en ont empêché.

- Journaux Afrique du 20 mai 94 (1994 JAF 0140)

**637/ Afrique matin (1994 JAF 0140 A)**

P = Philippe Leymarie

T = Une dizaine de pays envisage de participer à la Minuar...

P : ... Aucune offre ferme et chiffrée n'a été avancée. Kofi Annan s'est déclaré à la fois impressionné et abattu. Impressionné parce que les contributeurs sont si nombreux et abattu parce que pendant que leurs réponses sont attendues, les massacres continuent...

**Pap. d'Addala Benraad :**

«Apparemment, la France lance une véritable offensive diplomatique... Après avoir reçu Faustin Twagiramungu au ministère des Affaires étrangères, on annonce même une large convergence de vue... Une chose est sûre. Faustin Twagiramungu qui sera reçu par le président Mitterrand et le Premier ministre Edouard Balladur semble être pour la France la personne désignée comme l'interlocuteur privilégié. »

**638/ Afrique midi (1994 JAF 0140 C) - 20 mai 1994**

P = Yves Rocle

T = Convergence de vue entre Paris et le Premier ministre désigné par les accords d'Arusha et puis combats toujours aussi violents à Kigali.

**Itw de Catherine Colonna, porte-parole du ministère des Affaires étrangères (Monique Mas) :**

« Il y a une large convergence d'analyse qui s'est dégagée sur la situation au Rwanda... Le Premier ministre désigné a insisté sur l'urgence de l'arrêt des combats... Il est important que ces massacres s'arrêtent avant tout... Si nous avons souhaité inviter en France et recevoir le Premier ministre désigné par els accords d'Arusha, c'est pour bien montrer notre attachement à ce processus... »

**639/ Afrique soir (1994 JAF 0140 D) - 20 mai 1994**

P = Yves Rocle

T = Les obus continuent de pleuvoir sur Kigali alors que l'Onu tente de mettre sur pied sa nouvelle mission au Rwanda. Le CICR parle d'un nouvel exode massif des populations dans le centre du pays.

**Itw de Catherine Colonna, porte-parole du ministère des Affaires étrangères (Monique Mas) :**

Diffusée à midi

- Journaux Afrique du 21 mai 94 (1994 JAF 0141)

**640/ Afrique matin (1994 JAF 0141 A)**

P = Philippe Leymarie

T = Le président du Zimbabwe disposé à envoyer des troupes au Rwanda. Les forces gouvernementales doivent se prononcer aujourd'hui sur la demande de l'Onu d'évacuer l'aéroport pour en faire une zone neutre.

**Pap. de Chantal Lohro :**

« ... La Minuar essaye toujours d'obtenir des belligérants qu'ils respectent la neutralité de l'aéroport, passage obligé pour l'acheminement de l'aide humanitaire. Le problème, c'est que le FPR considère l'aéroport comme une cible militaire importante puisque le gouvernement dispose, à côté des pistes, d'une de ses plus grandes casernes, le camp Kanombe. Résultat : le FPR pilonne ce camp de même que plusieurs autres positions adverses dans le centre ville. De l'autre côté, les forces gouvernementales essayent de contenir les offensives des rebelles en bombardant leur QG et les collines sur lesquelles ils ont pris position. Mais selon le général

Dallaire, le FPR resserre son étau sur Kigali. La capitale rwandaise attend maintenant l'arrivée de l'émissaire de l'Onu, Iqbal Riza. Celui-ci va tenter d'obtenir la coopération des belligérants pour la mise en place de la nouvelle Minuar, soit 5 500 hommes de plus munis d'un mandat humanitaire. Une réponse des Nations unies que l'Ong AICF juge inappropriée. La population du Rwanda, dit-elle, a d'abord besoin qu'une véritable pression internationale s'exerce sur les premiers responsables des massacres, la Garde présidentielle et les milices armées, afin que le génocide s'arrête et que les coupables soient désignés, puis jugés, fin de citation. »

P : Le groupe parlementaire d'amitié France-Rwanda enregistre avec satisfaction au contraire la décision de l'Onu de renforcer la Minuar et approuve l'idée d'un sommet régional africain sur ce drame. Quant à l'ambassadeur du Rwanda au Zaïre, il considère que les médias internationaux passent sous silence les atrocités des rebelles du FPR, formés à l'école et aux côtés de l'ex-maquisard Yoweri Museveni...

#### **641/ Afrique midi (1994 JAF 0141 B) - 21 mai 1994**

P = Pascal Gauthier

T = L'aéroport de Kigali, principal enjeu des combats entre FPR et FAR. Les forces gouvernementales doivent se prononcer aujourd'hui sur la demande de l'Onu d'évacuer l'aéroport pour en faire une zone neutre.

#### **Pap. de Dominique de Courcelles :**

«... Le FPR a déclaré qu'il n'accepterait pas de cessez le feu tant que les FAR se trouveraient à l'aéroport. D'où l'impatience avec laquelle l'Onu attend normalement aujourd'hui la réponse de l'armée rwandaise de se retirer du lieu. Si elle refuse, le général Dallaire a menacé d'évacuer ses 200 casques bleus bloqués sur l'aéroport de Kigali et d'utiliser un autre aéroport, celui de Kigombe (?) au nord du pays, avec évidemment la difficulté par la suite de devoir franchir plusieurs lignes de combat pour pouvoir acheminer l'aide sur Kigali. »

P : ... Le ministre français délégué à la Santé, Philippe Douste-Blazy, achève pour sa part une visite dans la région. Il a visité plusieurs camps de réfugiés rwandais en Tanzanie et au Burundi. Il a annoncé l'envoi de plusieurs chargements d'aide humanitaire.

**642/ Afrique soir (1994 JAF 0141 C) - 21 mai 1994**

P = Edmond Sadaka

T = La bataille continue de faire rage à Kigali en raison d'une nouvelle et très violente offensive des rebelles. Les avions transportant l'aide humanitaire n'ont pas pu se poser pour la troisième journée consécutive et l'Onu envisage même un retrait de l'aéroport si les bombardements se poursuivent.

P : ... Ces affrontements ont suspendu les préparatifs de l'Onu pour l'arrivée de la nouvelle mission de paix...

**Pap. de Dominique de Courcelles :**

« ... Samedi, les bombardements ont atteint le hall d'arrivée de l'aéroport, manqué de peu la tour de contrôle et endommagé une dizaine de véhicules de la Minuar... Pendant ce temps, avec beaucoup de mal, le général Dallaire effectue la navette entre les deux belligérants pour tenter de leur arracher la neutralité de l'aéroport. L'Onu en a besoin immédiatement pour acheminer les secours qui rebrousse chemin depuis trois jours et ensuite pour envoyer les renforts en casques bleus promis mardi dernier par le Conseil de sécurité, dont un premier contingent devrait arriver normalement dans une semaine. Après avoir rencontré le côté gouvernemental, le chef de la Minuar a dû annuler sa réunion avec le FPR à cause de la violence des tirs d'artillerie... »

P : L'Onu parle ce soir d'un possible retrait de l'aéroport de Kigali si les bombardements se poursuivent...

**Itw de Philippe Douste-Blazy, ministre français de la Santé (TF1) :**

« C'est à la fois terrifiant et terrible. Terrible parce que c'est, je crois, le plus grand génocide de la fin du 20<sup>ème</sup> siècle. 200 000 à 500 000 morts depuis deux mois. 2 millions de réfugiés. Et terrifiant parce que c'est un génocide. On a affaire à un génocide, non seulement les adultes mais les enfants. J'entendais ce matin, juste avant de partir, au Rwanda une radio qui disait « Ne faisons pas les mêmes erreurs qu'en 59, ne laissons pas les enfants, tuons-les. » Et donc, c'est vraiment l'horreur et sur le plan humanitaire, ça pose des problèmes énormes parce vous avez des centaines de milliers de réfugiés qui viennent en Tanzanie, au Burundi, au Zaïre. Et le camp de N'Gara, où j'étais hier, c'est un camp de 250 000 personnes, c'est-à-dire le plus grand camp de réfugiés qu'on ait jamais vu, avec des risques d'épidémie... »

- Journaux Afrique du 22 mai 94 (1994 JAF 0142)

**643/ Afrique matin (1994 JAF 0142 A)**

P = Philippe Leymarie

T = Les rebelles du FPR refusent de faire de l'aéroport de Kigali une zone neutre.

P : Retour de l'enfer. C'est le ton le plus souvent de ceux qui ont approché la tragédie rwandaise. Le ministre de la Santé était lui aussi il y a quelques jours au Burundi et en Tanzanie où se sont repliés des centaines de milliers de Rwandais. Lui aussi parle à son retour de crimes contre l'humanité, à la fois terrifiant et terrible, du plus grand génocide de la fin du 20<sup>ème</sup> siècle mais ce qui le préoccupe le plus pour l'avenir, c'est le danger de déséquilibre pour toute la région.

**Itw de Philippe Douste-Blazy, ministre français de la Santé (TF1) :**

« Avant que de voir que le feu va devenir un incendie, il vaut mieux prévenir et c'est ce que j'ai envie de dire pour le Burundi, qui est juste à côté. Les mêmes ingrédients. Il y a les Hutu et les Tutsi, des centaines de milliers de réfugiés qui vont arriver dans le nord du pays, qui va déséquilibrer cette balance qui est un peu précaire. Je crois que notre place est aussi de prévenir des massacres demain. Et puis moi, j'ai quand même une question à poser. Il y a des observateurs de l'Onu. On sait qu'il y a des pays frontaliers du Rwanda qui apportent des armes. Les Kalachnikovs, elles arrivent de quelque part. Je crois qu'il faut vraiment que les observateurs nous disent où ça passe et quand ça passe... Je crois qu'il faut vraiment mettre un grand coup de poing sur la table parce qu'il y a des crimes contre l'humanité et c'est vraiment horrible. Il faut que la communauté internationale le dise très fort. »

**Pap. de Chantal Lohro :**

« Il est trop tard pour accepter un plan sur la neutralité de l'aéroport. Nous allons gagner la bataille. C'est ce qu'a déclaré le FPR à l'Onu à l'issue d'une journée encore lourde de combats, avec toujours le même scénario. Les FAR ont tiré au mortier sur le QG des rebelles, qui de leur côté ont continué à attaquer les abords de l'aéroport... L'armée rwandaise a signalé des pertes importantes dans ses rangs et elle a demandé l'aide de la Minuar pour évacuer 156 blessés de la caserne assiégée de Kanombe... »

**644/ Afrique midi (1994 JAF 0142 B) - 22 mai 1994**

P = Pascal Gauthier

P : Le FPR vient donc de marquer un point important dans la bataille de Kigali. Le FPR a pris le contrôle de l'aéroport de la capitale...

**Pap. de Dominique de Courcelles :**

«D'après les hommes de l'Onu sur place, le FPR a pris l'aéroport ce matin... Avec la nouvelle donne, tout espoir de neutralité s'envole. En effet, le FPR a déclaré ce matin que pour la neutralité, c'était trop tard. Maintenant le FPR se dit prêt à entendre la demande de l'Onu pour l'acheminement de l'aide humanitaire. Cette réponse pourrait bien être positive mais rien n'est moins sûr en revanche pour laisser passer les renforts de casques bleus. Avant de prendre une décision, le FPR demande à la Minuar de lui fournir beaucoup d'informations supplémentaires : sur l'opportunité de l'envoi d'effectifs en si grand nombre, sur les pays qui participeront à cette force, sur leur emplacement, leur mission exacte, etc. Le FPR n'est visiblement pas chaud du tout sur l'arrivée de tels renforts. Maintenant qu'il tient l'aéroport, cette arrivée est encore plus compromise.»

**Invité :** Augustin Bizimungu, chef d'état major des FAR.

**Itw d'Augustin Bizimungu, chef d'état major des FAR (Dominique de Courcelles) :**

« ... Nous avons accordé la neutralité de l'aéroport.

**(Q. de D. de C. : Mais depuis que vous avez accordé la neutralité de l'aéroport, il semblerait qu'il y ait eu de violents combats cette nuit et que le FPR ait réussi à s'emparer de l'aéroport ?)**

Non... Je ne sais pas si le FPR l'a occupé. Il devait normalement le remettre aux mains de la Minuar.

**(Q. de D. de C. : Mais vous-même, vous avez retiré toutes vos troupes de l'aéroport ?)**

Oui, Oui.

**(Q. de D. de C. : Cette nuit ?)**

Cette nuit même.

**(Q. de D. de C. : Et vous les avez repliés vers où ?)**

Dans le centre ville.

**(Q. de D. de C. : Mais il y a eu quand même des combats violents sur l'aéroport cette nuit ?)**

Non les combats ont été très violents il y a trois jours je crois. Ils se sont intensifiés dans les deux derniers jours. Actuellement, je crois qu'il n'y a plus de combat parce que c'est supposé être aux mains de la Minuar...

**(Q. de D. de C. : Vous avez évacué le camp de Kanombe ?)**

Nous l'avons évacué...

**(Q. de D. de C. : Et maintenant général Bizimungu, qu'est-ce que vous comptez faire ?)**

Qu'est-ce que je compte faire ? Euh. Nous réorganisons et nous continuons les combats.

**(Q. de D. de C. : Ca va être la bataille de Kigali maintenant ?)**

Ah, je crois... Si le FPR continue à attaquer, les combats vont continuer.

**(Q. de D. de C. : Mais vous êtes plutôt sur la défensive ?)**

Bon, dans la ville actuellement oui.

**(Q. de D. de C. : Et ailleurs ?)**

Dans le nord, vers Ruhengeri, là les FAR ont le dessus. Nous comptons reprendre une offensive de ce côté-là. Vers le sud, vers Bugesera, il y avait nos troupes qui avaient reculé il y a deux semaines. Actuellement, elles sont en pleine réorganisation et nous comptons ensuite passer à l'offensive.

**(Q. de D. de C. : Qu'est-ce que vous pouvez dire de la situation globale ? Vous avez l'impression d'être plutôt défaits, de tenir encore à peu près ? Comment vous voyez la situation ?)**

Non, on n'est pas encore défait. Disons quand même que la situation est compliquée pour le moment mais ce n'est pas le désespoir. C'est pas le désespoir. On perd une bataille ici, on gagne une bataille de l'autre côté. Euh. Disons. Euh. On n'est pas désespéré.

**(Q. de D. de C. : Et une négociation de cessez le feu avec le FPR est envisageable ? Vous le souhaitez ?)**

On a toujours souhaité un arrêt des combats parce que nous restons convaincus que la guerre des armes ne sera pas une solution en soit pour régler le problème des Rwandais. »

## **645/ Afrique soir (1994 JAF 0142 C) - 22 mai 1994**

P = Edmond Sadaka

T = Le FPR a pris l'aéroport et le camp de Kanombe, deux importants sites stratégiques de la capitale rwandaise.

### **Pap. de Dominique de Courcelles :**

«La prise de l'aéroport et de la caserne de Kanombe représente sans doute la plus grande victoire du FPR depuis la reprise de la guerre...Les rebelles sont maintenant maîtres des deux tiers du pays et devraient resserrer leur étau sur la capitale, dont seul le côté ouest est encore contrôlé par l'armée...Les Nations unies vont continuer les négociations pour obtenir la neutralité de l'aéroport. Le FPR a déjà dit qu'il n'en était pas question mais qu'il pourrait envisager de laisser atterrir les avions d'aide humanitaire. Quant à un éventuel cessez le feu, il le rejette également tant que les massacres n'ont pas cessé. »

P : ... L'armée gouvernementale aurait accepté cette trêve qui devrait entrer en vigueur demain à 6 h du matin TU, et ceci pour un peu moins de trois jours, pour soixante heures très précisément. Du côté du FPR, on affirme très clairement ne pas avoir l'intention de respecter ce cessez le feu.

**Itw de Jacques Bihozagara, membre du comité exécutif du FPR, désigné par les accords d'Arusha comme vice-Premier ministre (Dominique de Courcelles) :**

« Pour nous, il n'est pas question de signer ce cessez le feu mais, s'ils veulent cela, nous sommes prêts à considérer la proposition. S'ils veulent un cessez le feu, il faut qu'ils commencent d'abord à arrêter les massacres des populations civiles.

**(Q. de D. de C. : Qu'en est-il de cette neutralité de l'aéroport que la Minuar essaye de négocier depuis plusieurs jours, depuis que vous tenez l'aéroport ? Quelle réponse vous lui donnez ?)**

Maintenant que nous tenons l'aéroport, il n'est plus question de négocier la neutralité mais plutôt de demander comment les avions peuvent atterrir et décoller. C'est tout.

**(Q. de D. de C. : C'est-à-dire que vous faites une différence entre les avions qui apporteraient une aide humanitaire et ceux qui apporteraient des renforts de casques bleus ?)**

Bien sûr parce que nous nous sommes déclarés pour l'assistance humanitaire et nous sommes prêts à considérer la demande de la Minuar pour des questions d'ordre humanitaire.

**(Q. de D. de C. : Et pour l'arrivée des renforts ?)**

Pour l'arrivée des renforts, je dis bien que si nous avons accepté le principe de la résolution des Nations unies, on n'a pas encore parlé de leur déploiement. Nous attendons des Nations unies qu'elles nous clarifient la mission, la composition et le cantonnement de ses forces avant même qu'elles ne soient déployées. »

P : ... Alors voyons maintenant dans quel état d'esprit se trouve l'armée gouvernementale qui vient de subir un revers important. Le chef d'état major de cette armée explique que c'est à la demande de l'Onu que ses troupes ont évacué l'aéroport et la caserne. Monsieur Bizimungu, qui, visiblement, n'entend pas baisser les bras.

**Itw d'Augustin Bizimungu, chef d'état major des FAR (Dominique de Courcelles) :**

Diffusée à midi. L'interview est largement remontée.

Extrait diffusé :

« Nous réorganisons et nous continuons les combats.

**(Q. de D. de C. : Ca va être la bataille de Kigali maintenant ?)**

Ah, je crois... Si le FPR continue à attaquer, les combats vont continuer.

**(Q. de D. de C. : Qu'est-ce que vous pouvez dire de la situation globale ? Vous avez l'impression d'être plutôt défaits ?)**

Non, on n'est pas encore défait. Disons quand même que la situation est compliquée pour le moment mais ce n'est pas le désespoir. On perd une bataille ici, on gagne une bataille de l'autre côté. Disons. On n'est pas désespéré. »

P : L'Ouganda vient de déclarer zones sinistrées trois districts côtiers sur le lac Victoria, où se sont échoués les cadavres de plusieurs milliers de Rwandais victimes des massacres. Aucun chiffre précis n'est disponible. On parle des cadavres de 10 000 à 40 000 Rwandais. Certains d'entre eux auraient été trouvés les mains liées dans le dos et portant des blessures par balle et à l'arme blanche.

- Journaux Afrique du 23 mai 94 (1994 JAF 0143)

**646/ Afrique midi (1994 JAF 0143 C)**

P = Donaig Le Du

T = La trêve à peu près respectée à Kigali depuis le début de la matinée. Mais il ne s'agit que d'une trêve temporaire jusqu'à demain soir, le temps de la visite d'un émissaire des Nations unies. Le FPR ne veut pas entendre parler de cessez le feu.

**Pap. de Dominique de Courcelles :**

« ... Cependant les garanties de sécurité ne semblaient pas suffisantes pour faire enfin atterrir les avions d'aide humanitaire... Cela étant l'émissaire spécial de l'Onu est bien arrivé ce matin au Rwanda. Il s'est déjà rendu dans le nord, au QG du FPR, pour y rencontrer son chef, Paul Kagame. Il doit rencontrer cet après-midi les forces gouvernementales. L'enjeu de cette visite est de faire accepter par les deux parties l'arrivée des renforts de 5 500 casques bleus. Le FPR notamment y est hostile et comme il contrôle l'aéroport de Kigali depuis hier, son feu vert est indispensable pour l'atterrissage de tout avion... En revanche, il attend des précisions sur le mandat exact et la composition des renforts, qu'il ne veut en aucun cas comme force d'interposition et ce d'autant moins qu'il est maintenant en position de force sur le terrain. »

**Itw de Jacques Bihozagara, membre du comité exécutif du FPR, désigné par les accords d'Arusha comme vice-Premier ministre (Dominique de Courcelles) :**

« Je pense qu'il faut faire la différence entre trêve et cessez le feu... Pour un cessez le feu, nous disons qu'il faut d'abord obtenir un cessez le feu entre ceux qui massacrent la population et la population. Mais il est hors de question de parler d'un cessez le feu entre les combattants du FP et cette armée en débandade.

**(Q. de D. de C. : Donc, normalement, après la trêve, les combats reprennent ?)**

Bien sûr.

**(Q. de D. de C. : Et cette trêve, c'est pour vous faire expliquer le mandat de l'Onu puisque vous êtes plutôt contre l'envoi de renforts de casques bleus ?)**

Formellement, nous ne sommes pas contre mais lorsque la résolution a été adoptée par le Conseil de sécurité, nous n'étions pas là. C'est pour cela que nous attendons plus de clarification... »

P : Des scènes d'horreur sur les rives du lac Victoria...

### **647/ Afrique soir (1994 JAF 0143 E) - 23 mai 1994**

P = Edmond Sadaka

T = Une trêve partiellement suivie à l'occasion de la visite d'un émissaire de l'Onu. Il a pu rencontrer les dirigeants du FPR mais il n'a pas pu en revanche poursuivre sa route jusqu'à Kigali pour des raisons de sécurité.

#### **Pap. de Chantal Lohro :**

«...Selon une dépêche de l'agence américaine, Associated Press, les rebelles du FPR se seraient emparés du palais présidentiel, mais l'information n'a pas été confirmée pour l'instant par d'autres sources... Iqbal Riza est donc rentré en Tanzanie d'où il prendra demain un avion pour Kigali. Kigali, où pour la première fois depuis cinq jours un avion a pu atterrir aujourd'hui avec à son bord de l'aide humanitaire et une dizaine d'observateurs militaires de l'Onu. Le FPR n'a toutefois pas donné carte blanche aux Nations unies et il a réitéré sa mise en garde contre, je cite, une force d'interposition. Selon le FPR, 5 500 soldats c'est trop pour une mission strictement humanitaire. »

#### **Itw de Jean Guy Plante, porte-parole militaire de la Minuar (Thierry Perret) :**

«Non, je ne parlerais pas d'échec. Je parlerais peut être de difficultés. En effet, M. Riza a eu un entretien avec les représentants du FP. Il n'a pas rencontré le commandant en chef du FP mais il a rencontré des gens très importants dans ce mouvement...

#### **(Q. de T. P. : Alors il semblerait que l'émissaire des Nations unies avait l'intention de venir à Kigali. Il n'a pas pu. Pourquoi ?)**

C'est une raison de sécurité. La route qu'il devait prendre est sous le contrôle du FP qui a préféré nous aviser que la route n'était pas sécuritaire... »

P : ... On assiste à de véritables scènes d'horreur sur les rives du lac Victoria. Selon les autorités locales, en l'espace de trois semaines, ce sont entre 20 et 30 000 corps qui se sont échoués sur les rives de ce lac...

**Itw M. Schiffer, un des responsables de l'Ong Usaid en Ouganda (John Mac Guire - trad. de Kamel Djaidier) :**

« ... Il est clair que l'état des cadavres qui ont été découpés, décapités, tous ces cadavres, tous ces gens ont été victimes des pires atrocités. Le peu de gens qui ont été fusillés ont finalement eu de la chance. »

P : ... Ces propos de l'ancien ministre socialiste français des Affaires étrangères, Roland Dumas. Il a critiqué la politique actuelle du gouvernement français au Rwanda, lui reprochant notamment, je cite, de ne s'être préoccupé en rien de ce qui se passerait après le retrait des soldats français.

- Journaux Afrique du 24 mai 94 (1994 JAF 0144)

**648/ Afrique matin (1994 JAF 0144 A)**

P = Danielle Lefèvre

T = Une trêve précaire au Rwanda pour la visite de l'émissaire de l'Onu, qui n'arrivera qu'aujourd'hui à Kigali. Les négociations pour l'acheminement des renforts en casques bleus piétinent toujours.

**Pap. de Chantal Lohro :**

Diffusée la veille au soir

P : ... Boutros-Ghali se dit déçu du peu d'empressement mis par les Etats membres pour renforcer le contingent de la Minuar. En revanche, il va y avoir du monde, même du beau monde, aujourd'hui et demain à Genève, pour la session extraordinaire de la Commission des Nations unies sur les droits de l'homme. On peut s'attendre à une condamnation unanime et sans réserve des responsables de la situation au Rwanda mais pour beaucoup cela ne servira pas à grand-chose.

**Corr. de Laurent Mossu de Genève :**

«...Au centre des droits de l'homme de l'Onu, on se dit persuadé de l'utilité d'une telle entreprise susceptible de hâter, croit-on, la fin de la guerre civile. »

P : ...Amnesty international a sorti hier un rapport accusant les FAR et le gouvernement d'être à l'origine des tueries...